

La fuite de l'Empereur. (à la frontière hollandaise)

« La première localité que nous traversâmes est Hombourg, en aspect de fête.

Notre société s'agrandit bientôt. A Gemmenich des cyclistes militaires nous rejoignent, chargés chacun de quarante kilogrammes de bagage.

Gemmenich ! Nom inoubliable. Par cette commune les Allemands foulèrent notre sol ; le patron d'un café, où nous avions mangé un morceau de pain, nous dit : cette place était la première prison pour les civils.

Gemmenich ! Par le caprice de la Fortune, c'était par Gemmenich que les petits Belges entrèrent maintenant en Allemagne.

Mais nous n'y sommes pas encore, le chemin à travers le bois est très mauvais.

A peu de distance de nous des autos se sont embourbées : chauffeurs et soldats cherchent au moyen de bois ramassé à améliorer le chemin afin de pouvoir démarrer.

Un peu plus loin git un auto-camion, fortement endommagé ; un soldat allemand y a inscrit à la craie : « Ich kann nicht mer nach Hause ». — Je ne sais plus rentrer à la maison. — Chemin faisant nous sommes frappés par une odeur pestilentielle ; des militaires enfouissent des cadavres de chevaux.

A quelque distance de là nous apercevons des soldats hollandais ; nous sommes « au point des quatre pays ». On y a érigé un monument à la frontière commune de la Hollande, de la Belgique, de l'Allemagne et du Moresnet.

Encore quelques pas et nous mettons le pied en Allemagne.

Nous nous dirigeâmes vers Aix, tout en repassant en mémoire tous les événements qui avaient assuré le triomphe du Droit.

Des Américains, des Anglais, des Français occupant l'Allemagne, passent encore ; ce sont les soldats des grandes puissances.

Mais des troupes belges en Rhénanie... C'est la plus grande humiliation infligée à la Germanie ! Les troupes d'un petit pays, du Roi Albert, jadis ridiculisées par les Allemands !

Au loin à perte de vue s'étend Aix. Au-dessus des autres édifices s'élève la tour du Dôme de Notre-Dame. Bâtie par Charlemagne, où plusieurs empereurs furent couronnés.

Il y a quatre ans les troupes du Kaiser traversant la ville, se dirigeaient par plusieurs chemins, — par celui-ci également — vers notre pays. Ils considéraient la Belgique comme un chemin facile, ouvert vers la France.

Je descends la montagne.

On croit rêver en contemplant cette riante contrée.

Je passe devant les premières villas. Elles semblent en deuil. Nombre de personnes aisées ont passé le Rhin dès qu'elles eurent la certitude que les Belges arriveraient. Le Oberbürgermeister les avertit que les maisons inhabitées seraient réquisitionnées pour l'armée. La plupart d'entre elles emportaient leurs ustensiles de ménage, voire leur mobilier. On affirme d'autre part que bien des gens se fixaient à l'étranger pour se soustraire aux formidables contributions dont ils seraient frappés.

Les premières personnes que je rencontre me regardent d'un air embarrassé ; sur maint visage se lit l'impression de la peur que leur inspire le soldat qui m'accompagne. Nous sommes même honorés de quelques saluts.

Luttichstrasse... Emmichstrasse...

Emmich... dénommée en mémoire du général qui investit la forteresse de Liège et tenta séduire les Belges en lançant une proclamation hypocrite et rassurante. Ce nom, naguère célèbre, paraît à présent jurer sur la pancarte !

Nous avons quitté la Belgique couverte de ruines, traces indélébiles de l'invasion barbare des Allemands, qui par une attaque injustifiée et inqualifiable, troublaient la paix du monde.

Et ici ! Pas une pierre n'a été dérangée, pas un coin n'est désolé, pas de ruines, pas de dévastation. Quel contraste !

Est-ce que l'armée belge viendra maintenant assouvir sa vengeance ? L'a-t-on envoyée dans ce pays, excitée par des proclamations virulentes à l'instar de celles que le Kaiser et les généraux allemands adressaient à leurs armées ?

Mais non. Le monde entier admirera la noblesse de sentiments exprimés dans les paroles du Roi quand il attire l'attention de ses soldats sur le fait qu'ils vont occuper l'Allemagne pour garantir l'accomplissement honorable des conditions de paix.



Kerensky

Il leur dit ensuite de ne pas ternir l'honneur conquis en commettant des actes de violence envers les personnes ou de déprédations aux biens. Quelle élévation dans l'ordre du jour du maréchal Pétain à ses soldats par lequel il les engage à respecter les personnes et les biens et à conserver une attitude digne dans leur triomphe.

Nous rencontrons des enfants. Ils sortent de l'école. Un garçon nous regarde apeuré.

L'idée que ces enfants ont peur me peine. Je l'accoste et lui demande en allemand :

— Vous venez de l'école ?

— Oui, monsieur...

— As-tu bien étudié ?

— Est-ce que ton père est déjà revenu de la guerre ?

Un éclair joyeux illuminait ce visage et un rapide :

— Oui ! jaillit de cette bouche.

Je parle encore un moment à ces enfants, et ils s'en vont tranquillement ; ils diront à la maison qu'ils ont parlé avec des Belges.

Nous rencontrons encore quelques personnes, mais le chemin est solitaire.

La forêt s'étend silencieusement ; ici un parc avec des poteaux indiquant les directions aux promeneurs.

A la fenêtre de l'une ou l'autre villa apparaît une physionomie qui disparaît aussitôt.

Demain aura lieu l'entrée solennelle des troupes. Aujourd'hui on ne fait que les préparatifs.

Nous arrivons au centre de la ville. Mon camarade doit rejoindre sa compagnie.

« Où la trouver ? » se dit-il, se sentant ici étranger.

Nous voyons d'autres soldats et nous nous informons. L'un d'eux fournit un renseignement. Mon compagnon doit se rendre à une école située dans les environs. Je l'accompagne. C'est un vaste bâtiment bien construit. Des bancs sont amassés sous le préau dans les classes. On a répandu de la paille

par terre. Quelques Belges, fatigués par le long voyage, sont déjà endormis.

Nous parcourons rapidement les places. On y a fait classe pendant toute la guerre. Je pense alors à tant d'écoles en Flandre qui ont servi d'écuries, de casernes, de lazarets, de dépôts de munitions, pendant que les enfants couraient les rues.

Je parcours quelques rues de la ville. Un soldat crie Halte ! Je descends rapidement de vélo. La circulation en bicyclette est défendue, mais à la vue de mon passeport bien en règle je pus continuer ma promenade. Avant de repartir, je prends connaissance d'une affiche qui attire mes regards. Beaucoup d'Allemands la lisent comme moi ; c'est la première proclamation des autorités belges. Elle fut affichée à tous les coins de rue dans la nuit de samedi à dimanche ; le matin à leur réveil, les citoyens purent lire :

« 1) Il est défendu de quitter la ville ou d'y entrer sans autorisation écrite du commandant.

2) Tous les cafés, restaurants, hôtels, cinémas, théâtres, doivent rester fermés jusqu'à une date ultérieure.

3) La locomotion par tout autre véhicule que le tram électrique — exception pour les pompiers — est interdite. Les moyens de transports pour le ravitaillement peuvent circuler moyennant autorisation écrite.

4) Personne ne peut se trouver dans la rue depuis 7 heures du soir à 5 heures du matin ; de 4 à 7 heures du soir les rez-de-chaussées de tous les magasins ainsi que les sous-sols habités doivent être éclairés.

5) Aucun journal, aucune annonce ne peut paraître sans autorisation écrite du commandant.

6) La garde civique est dissoute.

7) Les officiers doivent être salués par les civils, ces derniers doivent faire place sur les trottoirs.

Pour toute infraction aux règlements précédents, la ville sera punie de fortes amendes. Quiconque se rend coupable d'actes hostiles envers les troupes peut-être fusillé. Des perquisitions à domicile peuvent être effectuées partout et en tout temps.

Une dizaine d'otages, pris parmi les autorités de la ville, seront rendus responsables des transgressions éventuelles aux prescriptions. Ils seront remplacés toutes les 24 heures.

Toutes les stipulations sont exécutoires dès leur publication. »

Les civils échangent un regard puis s'en vont sans faire la moindre remarque.

Une grande animation règne bientôt en ville. C'est le début de l'occupation ; et les civils dévisagent curieusement les soldats. Nous en remarquons quelques-uns qui regardent droit devant eux comme s'ils ne remarquaient personne.

Les gamins, dans les rues, sont très serviables. Ils demandent aux chauffeurs d'autos une place pour leur montrer le chemin. Très heureux, ils se tiennent sur le marche-pied et guident vers le « Hauptbahnhof », la Vallerstrasse, où tout autre endroit où doivent aller les soldats. Des groupes d'enfants, un bâton sur l'épaule (« jouent au soldat. »)

J'arrive au marché où s'élève le magnifique hôtel de ville, aux façades ornées des bustes des empereurs ; deux belles tours s'élançant, sveltes et hautes, dans les airs. Le drapeau belge y est arboré ; à sa vue je me sens ému... nos couleurs flottant en Allemagne !

Ce n'est pas un sentiment de rancune qui m'anime, ce n'est pas la vengeance qui fait battre mon cœur plus violemment, mais c'est la vue du drapeau agité par le vent, de ce drapeau arraché un jour odieusement de nos tours contrairement à tout droit, de ce drapeau sanctifié par le sang d'une multitude de victimes innocentes, de ce drapeau qui enveloppait nos anciennes libertés, et des plus duquel j'entends s'élever le chant joyeux du triomphe de la justice !



Liebknrecht

L'accès du bâtiment est interdit; la police allemande à pied et à cheval, en uniforme bleu, tient le peuple à distance.

Quelle œuvre haineuse n'a pas accompli dans notre pays cette même police militaire? Maintenant ces agents de la brutalité allemande sont sous le contrôle du simple soldat belge qui se promène le fusil sur l'épaule devant le corps de garde. Dans une des salles nous apercevons les otages qui sont rendus responsables de la sécurité de l'armée belge.

Les premières mesures prises, sont donc très sévères, du moins à notre façon de comprendre la liberté.

Il faut faire sentir à la population que l'armée d'occupation veut imposer son autorité.

Les Allemands l'avaient fait également, mais d'une manière barbare. Ils appelaient cela : « terrorisme pour assurer la sécurité de l'armée à l'arrière ». Quand ils arrivèrent dans une nouvelle contrée, ils épouvantaient la population en multipliant les assassinats, en pillant, en incendiant. Cela se passa au pays de Liège, de Dinant, Sempst, d'Eppegem, de Louvain, d'Aerschot, de Termonde, de St-Gilles-lez-Roulers, de Gits, de Cachtem, de Lendeledé, bref dans tout le pays.

Et quand ils lançaient leurs avertissements à la population du Nord de la France ils rappelaient avec orgueil l'une ou l'autre ville incendiée, et terminaient par ces mots : «Souvenez-vous d'Orchies».

En comparaison de ces affiches odieuses les proclamations belges sont vraiment douces.

L'avant-garde prépare tout pour l'arrivée de nos troupes qui entreront demain dans la vieille ville de l'Empire. Des compatriotes, solides gaillards, conduisent des chariots, chargés de paille; ils accompagnent leur convoi aussi paisiblement qu'en leur propre pays, avec le même calme que dans leur village.

Des soldats se promènent en compagnie de prisonniers français qui, après bien des mois de misères, rencontrent leurs libérateurs et les acclament joyeusement. Ils occupent maintenant un hôtel réquisitionné, car pour eux aussi les rôles sont renversés.

Le soir tombe, des lumières éclairent les magasins et jettent leur clarté sur les rues abandonnées de bonne heure, car les retardataires sont impitoyablement arrêtés par la police belge.

Je me rends au Hauptbahnhof... la gare principale. Les trains circulent comme en temps normal. Beaucoup d'ouvriers qui ont travaillé dans la ville sont pressés de partir. Ils savent que la proclamation défend de quitter la ville et ils ont hâte de rentrer chez eux. Ils ne tiennent pas rester à Aix. Quelques soldats montent la garde, mais ils sont très indulgents. Je suis fatigué, et je désire me reposer. Aix cependant est une ville sans ravitaillement... au moins maintenant pour les étrangers.

Prenons une détermination énergique. Nous ne sommes pas loin de la Hollande. Vaals n'est séparé que de cinq kilomètres d'Aix. J'y serai vite en vélo. En cours de route je ne rencontre personne. Pas de soldats belges à la frontière, mais des hollandais. Une petite formalité... un petit interrogatoire et on me donne un billet m'autorisant à passer une nuit à Vaals. Juste à la frontière est situé un bon hôtel.

Un groupe de convives se trouve réunis dans une salle. Ils parlent de l'occupation. Beaucoup d'Allemands, venaient prendre leur repas ici, parce que la Hollande était mieux approvisionnée. Je passe une bonne nuit !... Le lendemain matin je retourne à Aix. La grand' route paraît désaïssée. La plupart des ouvriers ne risquent pas d'aller travailler à Aix, parce qu'ils ne savent pas s'ils pourront revenir le soir. Un bureau de passeport a déjà été établi.

Je le sus par expérience. Au viaduc, à l'entrée de la ville est postée une sentinelle.

« Halt! Passeport! Vous êtes Belge, » dit-elle étonnée. « Qu'est ce que vous venez faire ici? Prisonnier? »

Je lui apprends que ma profession m'appelle en Allemagne.

Le soldat n'examine pas plus longtemps le papier que je lui tends, il me parle du pays, de la glorieuse Belgique.

« Les régiments arrivent aujourd'hui », dit-il, « les Allemands feront la grimace. »

Aix a son aspect habituel mais au marché on me dit que les paysans ne sont pas venus avec leurs denrées. Tout le monde est anxieux; on répète à voix basse :

« Les troupes arriveront aujourd'hui. »

Une petite pluie était tombée de grand matin. Mais il n'en restait plus trace l'après-midi. Le soleil même jetait ses rayons pâles sur la contrée au moment où des clairs résonnent au loin.

Les Belges arrivent... Malgré une longue marche, ils s'avancent fièrement et d'un pas lesté entrent en ville. Voilà les hommes de l'Yser ! Un défilé eut lieu devant le général Michel qui se tenait près de la statue de Guillaume I sur la Theaterplatz, puis les troupes se dirigent vers le marché.

Le 8^{me} régiment, musique en tête, débouche de la Jacobstrasse. Au balcon de l'hôtel de ville se tiennent des officiers belges et anglais; par l'une des fenêtres à gauche regardent quelques otages. Les curieux se pressent en rangs serrés le long du parcours et sur le marché, beaucoup de curieux se trouvent aux fenêtres des étages. Le plus grand calme règne dans cette foule. Je vois même des civils qui tendent des cigarettes aux soldats, mais ceux-ci n'en veulent pas. Les troupes se rangent sur la place, et bientôt défile le 18^{me} régiment aux sons joyeux de la musique. La place est cou-



Une séance du nouveau gouvernement allemand.

verte de soldats. Dans la Rethelstrasse roulent les canons. Sur les pièces sont écrits des noms bien connus de villages flamands : Eessen, Clercken, Cortemarck, Merckem. Quelques soldats allemands en civils les lisent également. Nous les entendons dire : « Das kennen wir, dort sind wir geschlagen ». (Nous connaissons cela, nous y avons été battus.) J'ai vu récemment les ruines de ces localités ; l'émotion me prend maintenant que leurs noms se répètent dans cette ville allemande. Ils me paraissent entourés d'une auréole de gloire dont les entoure le Droit vainqueur. Les Allemands ont été impuissants à forcer le passage de l'Yser et c'est de là que les Belges envahissent l'empire déchu.

Le clairon retentit derechef et la musique entonne un nouvel air. Nous suivons le 8e par la Grosz Koelnstrasse, Alexanderstrasse, Heinrichsallee, en passant devant la statue de Friedrich III; nous rejoignons le 18e qui a suivi d'autres rues. Et en longues files les soldats traversent le Adelbertsteinweg jusqu'à la Friedrichstrasse. Une partie est logée dans l'école de la ville. Devant le bâtiment a lieu le salut au drapeau du régiment. Les officiers mettent sabre au clair, les hommes présentent les armes, la musique joue l'hymne national. Les Allemands faisaient sonner nos cloches pour fêter leurs victoires sur les alliés; maintenant nous voyons des centaines de citoyens allemands le chapeau à la main, écoutant avec respect la Brabançonne. Et cela se passe Aix-la-Chapelle !

« Est-ce que les Anglais et les Américains n'arrivent pas encore? Les Belges ne resteront pas ici? »

Nous entendons souvent cette question et cette réflexion. Ils prennent leurs désirs pour des réalités. Aux Belges, ils préfèrent les Anglais et les Américains pour occuper la contrée. Ces derniers ont leur prédilection. On comprend pourquoi la présence des Belges leur pèse.

Mais, non, ce sont encore toujours des troupes du Roi Albert qui arrivent, qui emplissent les rues

sans troubler l'ordre. Notre hymne retentit de temps en temps et pendant longtemps encore se répercuteront les échos de nos musiques militaires. Les civils qui ne saluent pas le drapeau du régiment sont découverts de force.

Quand je vis ces soldats investir Aix et respectant la population, les régions environnantes, je me représentais les troupes allemandes abritées derrière une haie vivante de quatre cents hommes, femmes et enfants qui durent précéder, les mains en l'air à leur entrée à Roulers. Ici, les civils regardaient sans être inquiétés; les gamins couraient le long des musiques, beaucoup s'étaient coiffés d'un bonnet de soldat.

« Si nous devons supporter seulement la dixième de ce qui nous avons fait en Belgique nous aurions encore beaucoup à souffrir », nous dit un civil qui a fait la campagne. Il se trouve au milieu d'un groupe des citoyens attablés dans un lunchroom qui a reçu l'autorisation de rester ouvert, quoique tous les autres débits ont dû fermer leurs portes.

Il sait de quels pillages, quels meurtres et vols l'armée allemande s'est rendue coupable, il connaît les amendes tant particulières et collectives que les autorités infligèrent aux habitants et aux communes. Tous ces civils écoutent et se taisent. Brusquement l'un d'eux s'écrie :

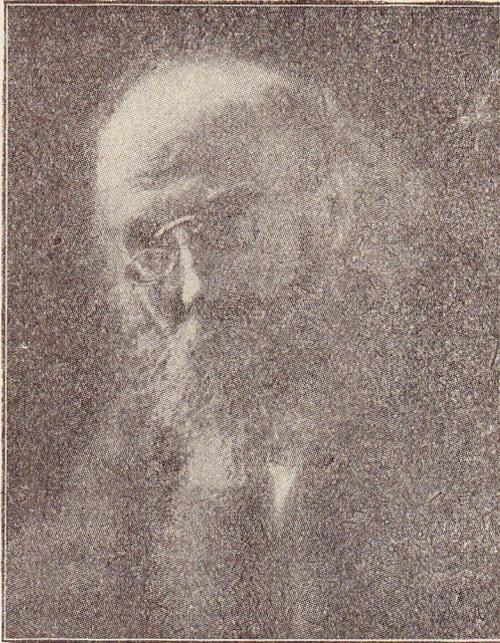
— Der Schweinhund !

— Qui ?

— Celui qui s'est réfugié en Hollande. La Hollande doit le chasser ! Il m'a pris deux fils... Ils sont tombés... Notre situation actuelle est lamentable, et il s'est enfui. L'empereur est jugé très sévèrement.

La conscience s'éveille, c'est bien tard mais sincère, dirait-on.

Oui, c'est un terrible réveil et hélas trop tardif car pour s'en convaincre il suffit de parcourir les quartiers peuplés. Nous y voyons les enfants amaigris, les femmes fatiguées et épuisées, des



Kurt-Eisner, premier ministre de Bavière

hommes harrassés, tout un monde en guenilles. Nous le ressentons à la vue de tant de personnes en deuil, nous l'entendons surtout dans les conversations. Mais pour provoquer une réaction, la défaite était pas nécessaire.

L'esprit prussien a introduit dans le peuple une mentalité singulière. Quoiqu'on rechigne ça et là contre les ordonnances belges, on les considère néanmoins comme naturelles. Les récriminations prennent leur origine dans des raisons diverses. Un hôtelier se plaint des dommages causés par la fermeture du café : ses salles étaient toujours bondées. Le bonhomme ne se rappelle pas ou ignore la façon dont les Allemands nous ont ruiné et ont dévasté tout notre pays.

« La fabrique chôme », dit un autre : « quelle perte ! A défaut de matières premières on travaillait jadis tout de même pour des fins de guerre, mais à présent il n'y a plus rien à gagner. »

Je lui décris les dégâts causés dans les fabriques à Menin, à Roulers, à Courtrai etc. Ils finissent toujours par rejeter les responsabilités sur les Junkers, et ils oublient avec quel enthousiasme ils les ont applaudis en participant en avril 1918 à la fête de la Victoire. Etrange mentalité !

Parler de dommages causés aux fabriques parce qu'elles restent fermées pendant quelques jours ! Mais les machines y sont encore dans des bâtiments indemnes; alors que beaucoup de fabricants belges et français n'ont trouvé qu'un amas de décombres et des ateliers vides.

« Voyez, dit un autre, les voitures de ravitaillement seules peuvent circuler: cela est pénible à quoi cela sert-il ? »

Cette mesure nous est probablement imposée afin que les troupes aient le chemin libre. Des décisions semblables furent prises çà et là, même en Belgique, mais en fut-il autrement un allemand n'aurait pu s'en plaindre. Il sait pertinemment que l'armée en retraite volait les chariots, les camions, les autos, tous les véhicules, tous les moyens de transport. Nous pourrions continuer ainsi à relever des griefs formulés contre les décisions de l'autorité occupante. Mais en réalité le joug est bien léger et la population n'a aucune raison de se plaindre.

Nous pourrions relater bien des scènes vécues pendant les quelques jours que nous sommes restés

dans ce pays, qu'il nous suffise d'en rapporter l'une ou l'autre.

Je me trouvais avec des soldats sur le marché, des femmes s'approchaient et ne nous cachaient pas leur satisfaction de ce que la guerre était finie. Elles reconnaissaient que la Belgique avait beaucoup souffert, mais elles n'en pouvaient rien; le Kaizer avait excité le peuple; la plus large part de responsabilité lui incombait. On croyait entendre un plaïdoyer :

« Remerciez Dieu, que nous ne sommes pas des Allemands, s'écria un soldat Belge. Quand on traverse la Belgique depuis l'Yser jusqu'ici en passant par Termonde, Louvain, Aerschot; on traverse des régions, des localités saccagées au point de vous arracher des larmes. Nos soldats s'y sont conduits en réels barbares accumulant ruines sur ruines. En partant ils ont volé tout le bétail et brutalisé les personnes. Ils ont menacé de leur révolver mon vieux père. Ils ne pensaient pas à vous, sinon ils n'auraient pas agi avec cette désinvolture insensée. Ils savaient bien eux que nous viendrions occuper leur pays. Remerciez Dieu, vous dis-je, que nous n'avons pas le caractère allemand, car si nous appliquions leurs procédés vous seriez bien à plaindre. Mais nous, nous ne massacrons pas les femmes ni les enfants. »

La conscience parle. On le voit dans le salut respectueux de tant de civils; dans leur manière d'agir. Un groupe de soldats entre chez un boulanger. Ils ont faim et les cuisines doivent encore arriver.

« Est-ce qu'ils auront du pain sans carte », se demandent des gens qui regardent curieusement par la fenêtre.

« Jawohl ! » disent-ils un peu jaloux.

« Ils paient ! »

Ces civils, la plupart d'anciens militaires savent bien par expérience comment les soldats pillaient les boutiques à leur entrée en 1914 et à leur départ en 1918.

Oui, la conscience parle. Un cabaretier quoi qu'il ne peut ouvrir le café, appelle des soldats et veut leur donner à boire; quelques hommes acceptent, d'autres refusent.

La conscience parle.

« Die reichen Leute sind über den Rhein geflüchtet, » (Les gens riches ont passé le Rhin), me disent des femmes, la mine amincie, et regardent avec convoitise le pain blanc des soldats.

Elles racontent en quel état leurs troupes sont revenues; sales, en désordre, indisciplinées, révolutionnaires.

L'autorité de la ville demande même de hâter l'occupation, car le C. des S. devint trop exigeant et impuissant.

« Il est resté en ville un casque à pointe, dit un (piob), on aurait dû le chasser également. »

Il désigne la statue équestre de Guillaume I, coiffé d'un casque à pointe.

Cela ramène la conversation sur le Kaizer, que les civils maudissent maintenant autant qu'ils l'ont glorifié jadis.

La conscience parle plus fort au fur et à mesure que les troupes arrivent. Une suite infinie de chariots entrent en ville. Les cavaliers qui maintiennent avec peine leurs chevaux fringants dans les glissantes, demandent : « Le Bahnhof ? » ou « Le marché ? »

Immédiatement, dix, vingt Allemands accourent, pour répondre à la question, quelques-uns se présentent pour monter en voiture ou en auto afin d'indiquer le chemin. La conscience parle.

Quelques maisons restent hermétiquement fermées; à quelques boutiques, les stores restent baissés. D'ici de là, des civils maugréent.

Ce matin nous nous trouvions dans la boutique d'un boulanger où l'on vendait du mauvais café sans sucre, sans lait. Aucun soldat paraissait dans les environs. Un groupe de consommateurs com-



Ebert, chancelier de l'empire, successeur du prince Max von Baden.

menta les ordres du colonel Garcia. Le salut aux officiers leur était particulièrement dur. Et devoir descendre du trottoir ! Pouvoir être tué sans autre forme de procès si on n'obéissait pas immédiatement aux injonctions ! Tout cela leur sembla bien sévère. Je me rappelais en les écoutant les paroles du soldat :

« Remerciez Dieu que nous ne sommes pas des Allemands. »

Quand les civils ne saluaient pas nos officiers, ceux-ci ne les bouscullaient pas comme le firent les Junkers Allemands. Et nos « piots » ne menacent pas immédiatement du revolver quand ils ne sont pas compris au premier mot.

Néanmoins la plupart des habitants saluent poliment, cèdent rapidement le pas et se découvrent quand ils doivent accoster une autorité quelconque. On est singulièrement impressionné en voyant un inspecteur de police saluer poliment une sentinelle et lui demander (c'était à l'hôtel de ville que nous l'avons vu) respectueusement :

« Puis-je monter, j'ai des papiers pour le Oberbürgermeister. »

Les soldats se promènent paisiblement en ville, ils achètent des cartes-vues qu'ils envoient à leur famille, ils regardent les monuments. Ils ont parcouru gratuitement sur les trams, ils engagent volontiers un brin de conversation avec la jeune fille qui fait office de conducteur. En ville on entend les dialectes des deux Flandres, le flamand de Bruxelles et

d'Anvers, le Wallon. Nos hommes de l'Yser se sentent déjà chez eux.

Le valeur du mark est fixée à 70 centimes ; cours forcé. Les Allemands en Belgique, il y a quelques jours l'imposaient à 1 fr. 25. Les compagnies belges établies en Allemagne paient en marks. Beaucoup de commerçants commencent à traiter des affaires ; les Allemands ne considèrent plus comme acte antipatriotique de pendre aux vitrines en pancartes avec inscription : « On parle Français et « English spoken ». On vend des livres français, de la musique française, des cartes de la Rhénanie, des plans de la ville, etc.

Un cigare fumable coûte 1 mark, et 20 cigarettes pas trop mauvaises se paient 4 marks. La bière est de bonne qualité et à bas prix. Les Allemands en retirent grand bénéfice. Les cafés ne peuvent s'ouvrir qu'à onze heures, mais à onze heures et quart ils sont bondés, les « Prohib » se succèdent d'une façon continue. Les militaires Belges sont généralement salués respectueusement à leur entrée et à leur départ par le patron et par les gens de service. Le café est de mauvaise qualité, il est servi sans lait et de sucre.

Les habitants font de longues files devant les boucheries. Deux soldats Belges traversent les rangs sans le moindre effort car on leur fait place pour les laisser passer. Le patron et la patronne délaissent leur clients pour servir aux soldats un morceau de saucisse. Ils paient et partent. Etonnés, les



Encombrement dans le transport, par suite du manque de wagons à marchandises.

habitants qui attendaient patiemment leur tour ne purent s'empêcher de dire :

« Ohne Karte ». — Sans carte. —

« Oui, dit un des militaires, nous, nous achetons un morceau de saucisse, mais chez nous les Allemands nous volaient tout un cochon. »

Il était de Hoogede-lez-Roulers, et rentrait de congé. Son village était à peu près complètement détruit ; bombardé, mais surtout pillé. Les troupes avaient levé les plafonds, les portes, les fenêtres, les poutres, les escaliers et s'en étaient servis pour faire du feu.

Il me racontait cela à haute voix dans un café, tous les civils pouvaient l'entendre.

« Ils ont fait sauter la belle tour de notre église, continua-t-il, quelques centaines d'habitants sont retournés chez eux, ils séjournent dans des caves ou dans des chambres qu'ils ont restaurés tant bien que mal ; ils n'ont plus rien, plus de meubles, plus d'habits et nous sommes en livery. Ils vivent de ce qu'ils reçoivent d'un comité. Tandis qu'ici chacun a encore sa maison et ses meubles. »

Les civils tout en écoutant ne tournaient pas la tête, beaucoup d'entre eux m'ont cependant avoué qu'ils constataient bien que les Belges ne s'inspiraient pas du dicton :

« L'œil pour œil, dent pour dent. »

Une auto nous mène à Crefeld, en passant par Düren. Là nous dinons. La patronne nous demande nos cartes. Nous n'en avons pas, mais cela ne fait rien... elle nous servira tout de même.

Quand nous quittons la salle à manger, en compagnie d'un officier, nous entendrons les autres convives se dire : « Mahlzeit. » Ce qui veut dire dans leur langage : « Bon appétit. »

Et nous filons par des longues routes blanches, plantées d'arbres, à travers les champs ondulés. Nous traversons des villages de construction bi-

zarre ; quelques-uns ont une garde, d'autres n'en ont pas. Les habitants se livrent à leurs occupations habituelles. Ici, on nous lance un regard peureux, ailleurs on nous fait un salut respectueux.

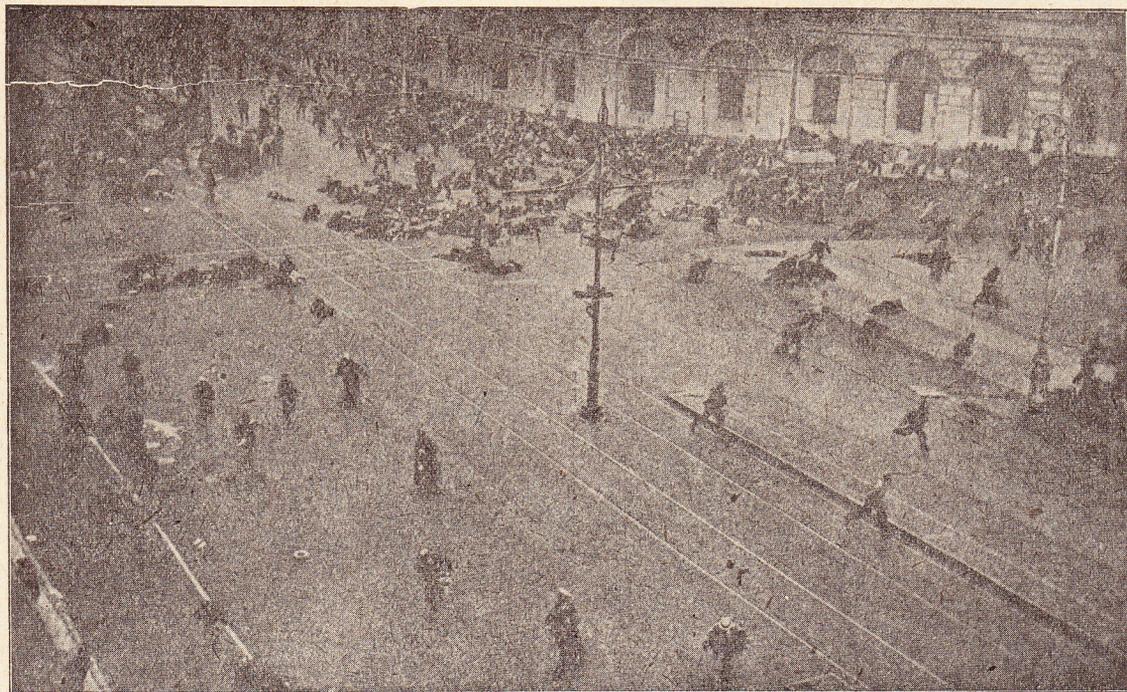
München-Gladbach est fort animé. Il y a beaucoup de soldats. La situation y est la même qu'à Aix.

Soumission résignée de la part de la population ; chez certains Allemands elle dégénère même en bassesse. D'autres toutefois sont réservés, ils restent fiers et ne se plient que devant l'inévitable. Un chemin latéral conduit à Ahnradt où se trouve la grande prison d'Etat dans laquelle des milliers de Belges furent internés. C'est pour eux un endroit maudit. Maintenant on y interne les éléments suspects.

Crefeld est une belle ville industrielle, bien bâtie, avec de superbes avenues. Les magasins y sont largement approvisionnés. Dès leur arrivée nos troupes ont occupé tous les points importants ; aux bâtiments, où sont établis des bureaux flottent le drapeau Belge et les drapeaux des alliés.

Dans une pâtisserie, où nous ne voyons que de grandes tartes, la tenancière nous écoute visiblement surprise en entendant raconter tout ce que les Allemands ont fait en Belgique. Je crois que cet étonnement était réel. Les gens n'ont entendu ici qu'une cloche, la cloche allemande. Mais la femme se réfugie derrière le militarisme seul responsable. Elle nous dit qu'il y a tant de deuils dans la ville : certaines familles pleurent deux, trois de leurs fils, parfois davantage.

Clèves se trouve plus au Nord. C'est une ancienne ville historique avec le Zwanenburg. Elle est bâtie sur des collines, pas loin du Rhin, près de la frontière Hollandaise. Beaucoup de Néerlandais sont venus de Nimègue voir le pays occupé. Ces excursions créent souvent des aventures, pour l'un



La foule est dispersée à Berlin par le feu des mitrailleuses.

ou l'autre, une arrestation et quelques jours de prison.

La frontière est toujours fermée, un règlement sage d'ailleurs pour empêcher la fraude et le commerce des marks. Mais il y a tant de sentiers à travers les voûtes.

Près de Clèves se trouve Emmerich, une ville aux rues étroites c'est le point extrême de notre contrée d'occupation.

Le soir, en traversant des villages silencieux, en passant devant des fermes endormies, nous retournons à Aix. D'ici de là brillent les lumières électriques de quelques usines.

L'industrie ne chôme pas.

Encore quelques scènes que nous ne pouvons passer sous silence. Aujourd'hui, lundi 19 décembre, j'ai vu quelque chose extraordinaire à Aix.

Sur la Theaterplatz est érigée la statue équestre de Guillaume I. le dernier casque à pointe qui était resté dans la ville, suivant l'expression d'un soldat Belge.

On avait recouvert le monument d'un linge. Aujourd'hui l'empereur fut enfermé dans une caisse en bois. Des charpentiers Allemands se trouvaient sur la plus haute marche, établissant un échafaudage autour du cavalier : les coups de marteaux retentirent sur la place.

De la rue et des trams les gens observaient ce travail. De l'autre côté de la place dans le « Café Bristol » des Boches lorgnon sur le nez regardaient la figure allongée la façon dont leur Kaizer disparaissait un peu. Bientôt la tête seule dépassait, un moment après la pointe du casque, disparut également.

Que devaient penser ceux qui avaient fait la guerre. Nous en reconnaissons grâce au manteau gris qu'ils portaient encore, mais privé de boutons ou de tout insigne. Ils avaient porté le casque à pointe, chez quelques-uns il était même orné d'une tête de mort. Ils s'étaient engagés dans la lutte pour leur empereur, leur idole.

Puisse l'encaissement du « Mickelhaube » qui venait de se faire, être le symbole de la disparition de tout le militarisme prussien. Il est assez étrange

que dans n'importe quelle localité vous arrivez on vous répète sur tous les tons : « Wir sind keine Preußen. » — Nous ne sommes pas des Prussiens.

Quand un allemand avait l'année dernière dîné à Waals, parce qu'en Hollande la table était mieux servie que chez lui, on l'entendait repéter à satiété à tous ceux qui l'environnaient :

« Le militarisme allemand est invincible. »

A cette époque, la Rhénance était bien d'opinion prussienne. Les passants achètent et lisent avec avidité les journaux qui viennent de réparaître.

Les réunions des meetings sont défendus. Ils ont été avertis que le pouvoir occupant ne reconnaît aucune autre autorité que celle établie avant l'occupation. Tous s'intéressent cependant avec ardeur aux questions de la politique à l'ordre du jour. La première frayeur est passée. L'idée d'une république

— Rhénanie et Westphalie — est favorablement accueillie du moins par la masse du peuple. On peut douter que tel est le sentiment des sphères conservatrices. Mais on ne peut méconnaître que ce revirement dans l'opinion publique est la conséquence de la guerre : celle-ci a ouvert les yeux aux personnes réfléchies. D'autre part aussi et nous en trouvons l'écho dans l'article de fond du « Echo der Gegenwart » et du « Aachener Rundschau », ce mouvement est la conséquence logique de l'opinion populaire : « Nous ne sommes pas des Prussiens. »

Un vieil Achenois par exemple me démontre que les grands parents ne voulaient rien entendre des Prussiens.

Il y a une cinquantaine d'années, les habitants d'Aix étaient encore appelés des « Muszpreußen ». Son grand père refusa à son fils l'autorisation d'entrer dans l'administration allemande et il interdisait strictement sa maison aux officiers Prussiens. La Prusse était un « Polizeistaat » — Etat policier —, les habitants de la Rhénanie aimaient très la liberté pour se soumettre de bon gré à ce régime. Mon vieil interlocuteur reconnaît que beaucoup de choses ont changé dans ce domaine, mais en principe la Rhénanie n'appartient pas à la Prusse, mais bien à l'Allemagne.



La retraite des Allemands.

On veut donc établir une république qui comprendra outre la Rhénanie et la Westphalie, le Hesse-Nassau et Honnovre régions également prussianisées par la force.

On démontre dans les journaux que la Rhénanie est plus civilisée que la Prusse, que les jeunes soldats de l'Est étaient stupéfaits de la situation dans laquelle se trouvait la partie située à l'Ouest du Rhin et qu'ils s'écriaient : « dasz sie nach ihrer Ruckkehr in die Heimat mit Allgewalt der Groszgrundbesitzer brechen würden. » — Qu'au retour dans le pays ils briseraient de force la puissance des gros propriétaires fonciers de leur région. — Par là on désigne les Junkers prussiens qui ne laissaient au peuple aucune liberté et maintenant, dans leur intérêt, les habitants dans une condition inférieure. Les employés des administrations prussiennes n'avaient aucune liberté, ils faisaient entendre des jérémiades continuelles contre la bureaucratie. Les hauts fonctionnaires ne connaissaient aucune justice, les inférieurs avaient pour unique règle de conduite ce mot : « Obéir. » Ils étouffaient toute énergie, toute initiative.

Un long train de marchandises s'arrête dans la gare de Kempen. Il amène les vivres pour la 5^{me} armée. Il est garé sur l'une ou l'autre voie et déchargé sur les grands camions des différents bataillons. Les vivres arrivent de Belgique. Chaque auto charge rapidement une part principalement du pain et de la viande, mais aussi du café, du sel, du poivre, en un mot tout ce qui est nécessaire à la cuisine. Les légumes et les pommes de terre doivent être livrés par les paysans à 12 fr. le sac, il y en a suffisamment. Les autos disparaissent et conduisent leur charge précieuse à travers ce beau pays que la faim guette.

A des endroits désignés, généralement près de l'église du village, l'auto s'arrête. Là se trouve le chariot de la compagnie qui emporte sa part. Les véhicules montent et descendent les chemins bouclés et portent à chaque homme sa ration.

Tout s'y passe aussi régulièrement que dans le mécanisme d'une montre.

Des réquisitions ne peuvent se faire que par bons délivrés par des officiers désignés à cet effet.

La population allemande qui voit d'un œil d'envie les provisions de nos soldats soupire après le jour où elle aussi sera ravitaillée par l'Entente.

Des enfants s'encourent follement quand ils reçoivent d'un soldat un morceau de chocolat, de grandes personnes offrent de hauts prix pour une once de café ou toute autre denrée qui leur fait défaut depuis longtemps.

Quand un soldat jette une boîte à sardines, les civils se précipitent, la ramassent, celui qui peut la saisir se régale en lèchant l'huile qui est aux parois...

Les habitants contenus par des agents de police attendent devant les boutiques en longues files pour pouvoir emporter la petite ration qui leur revient. Quel triste état de chose. Aussi j'ai hâte de quitter ce pays de misère pour aller fêter chez moi la Noël.

Des trains circulent dans toutes les directions, beaucoup portent la mention : « Armée Belge ». Le personnel allemand doit rester en activité, c'est une des clauses de l'armistice : une proclamation dit qu'il peut compter sur la bienveillance et le paiement régulier du salaire ; ceux qui abandonnent leur poste devront comparaître devant un conseil de guerre. Ceci nous permet d'évoquer la façon dont les Allemands ont agi chez nous !

Nous pensons à la destruction de nos lignes des chemins de fer et des tramways, au pillage des gares, au vol du matériel, à l'abandon de leur matériel de rebut, aux carreaux cassés, dont nous devons nous servir encore maintenant.

Je me rends à la gare Achen-West ; la station le Hauptbahnhof est à l'autre côté de la ville.

Achen-West. — Grande animation règne dans cette station qui porte les empreintes de quatre années de guerre. Peu de civils, mais beaucoup de soldats, des Belges en khaki, des Français en bleu horizon.



La salle de rédaction du « Berliner Tageblatt » pendant les émeutes.

Des jeunes filles allemandes en pantalon et en veste d'uniforme, coiffées d'une casquette flanent de tout côté ; elles ont peu de travail. Elles remplacent des jeunes gens et des hommes dont beaucoup sont enterrés dans le « Feindesland » ou sont revenus, mais invalides. Nous montons en voiture. Dans un petit bâtiment donnant sur le quai réside le commandement militaire, qui est le chef de gare, le chef-adjoint et tous les employés lui sont subordonnés.

Sur un tableau est écrit à la main un règlement de service.

A 15 heures, train pour Malines-Gand-Bruges-Adinkerke.

Le dernier mot m'impressionne ! Adinkerke est la gare de La Panne. Il y a, peu de temps, encore c'était un dépôt important de nos héros des Flandres.

Donc un train pour l'Yser...

Il en est passé beaucoup pendant quatre ans dans cette gare à destination de l'Yser ; les wagons étaient ornés de fleurs et sur les parois on écrivait. « Nach Calais ! », « Nach Paris » et plus prétentivement encore : « Nach England ».

Des milliers de soldats, jeunes et vieux ont salué d'ici pour la dernière fois « Aix-la-Chapelle ». Le chemin pittoresque à travers ce pays de collines, et de forêts épaisses au delà de la frontière, était pour eux celui de la mort. Je pense aux cimetières allemands à Leflinghe, Zevecote, Houthulst, que j'ai visité il a quelques semaines. Un train est là, prêt à destination de l'Yser mais il transporte de joyeux militaires belges, retournant en congé.

Quelques soldats m'entourent.

« Nous en avons pour longtemps », dit Buffel, dont j'ai vite fait la connaissance. Il jette son sac et ses paquets dans le filet et continue : « Je dois rejoindre une paroisse près de l'Yser. Quand arriverons nous, dans deux ou trois jours ? »

« En congé ? » lui dis-je.

« Vingt jours ! J'arrive de Crefeld. Nous sommes

bien loin du pays. Il allume une longue pipe allemande.

« Un cadeau pour mon père », dit-il, « mais je vais d'abord l'essayer. »

Il lance de grandes bouffées de fumée et s'installe bien à son aise.

Buffel est un garçon de ferme, très simple. Il avait passé quatre ans à l'Yser, d'où par un temps clair, il pouvait apercevoir son village.

« Et j'ai dû attendre quatre années avant d'y arriver, s'exclama-t-il. A présent me voilà loin en Allemagne. Nous n'y sommes pas mal. Cette nuit j'ai dormi dans un fauteuil, un fauteuil, très bon, beau, long. » Buffel me décrit un sofa. « Ces gens me donnaient encore des coussins ; je me trouvais installé comme un ange. J'étais fâché de devoir venir en Allemagne. Leurs soldats ont fait chez nous tout le mal possible. Maintenant quand vous arrivez, ils allument le poêle pour vous, vous présentent un cigare, une guette et causent amicalement... Que peut-on faire alors ?... On cause aussi et les idées de démolir, de tempêter, vous échappent. Nous sommes de très bonne nature, nous ne savons pas ennuier les gens. »

Notre gaillard bavarde toujours. De temps en temps il sursaute, ouvre impatientement la portière et demande : « Quand est-ce que nous partons ? »

Notre montre marque quatre heures et demie ; cinq heures ; cinq heures et demie, finalement le train s'ébranle. Le soir est tombé. Pendant quelque temps encore nous voyons les centaines de lumières d'Aix.

Dans notre wagon brille une petite bougie.

« Cela fait l'effet d'une lumière du jour des morts », dit Buffel. Les soldats évoquent leurs souvenirs ; ils parlent des trains sans lumière avec lesquels ils furent amenés de l'Yser à Paris en congé. Ils parlent de la capitale de la France et des marines.

« Ma marraine était « chique », dit Buffel. « Un soir nous allâmes au plus beau théâtre de Paris.



Les Spartakistes se retranchent à Berlin derrière des paquets de journaux et des rouleaux de papier.

J'étais honteux. Moi paysan, je donnais le bras à cette riche dame ; La salle était ornée de grandes glaces, de dorures et de tapis ; je me croyais au ciel ! »

Puis changeant de sujet, ils parlent de la dernière offensive, et, sans s'en douter, de leur héroïsme, de leur mépris de la mort, de la joie des villes libérées.

Le train roule toujours... Visé...

« Est-ce que nous ne sommes qu'à Visé, » s'écria Buffel, en entendant ce mot.

Des têtes se penchent à toutes les portières. La ville est voilée dans la pluie et dans l'obscurité : nous ne pouvons qu'entrevoir cette localité tragique sans rien distinguer de ses ruines.

Nous nous arrêtons longtemps dans ces lieux sombres. Puis nous entrons dans le Limbourg. Il est dix heures quand nous arrivons à Tongres.

Les soldats ouvrent leur sac à provision. Chez moi aussi l'appétit s'est déclaré et je m'estime heureux de pouvoir couper avec le couteau de Buffel quelques tranches de son pain, puiser un peu de graisse dans son pot. C'est en vain que j'avais cherché des provisions à Aix, je ne pus rien y trouver. Je fais un échange avec mon camarade auquel je donne quelques-uns de mes cigares.

Hasselt... Il est à peu près minuit. On est surpris de constater combien le temps passe vite. Ici nous attendons longtemps, très longtemps ; Buffel est inquiet, il pense qu'on nous a oublié.

Il s'en va demandé au machiniste ce qu'il en est. « Mauvaise machine », dit-il quand il revient. « Elle doit respirer, les Allemands ont enlevé tout ce qui était bon. » Enfin nous repartons.

La nuit s'étend sur le Limbourg et sur le Brabant. La petite bougie est consumée et nous sommes plongés dans l'obscurité. Quelques compagnons de voyage dorment et ronflent, d'autres fument, un point brillant du cigare ou de la pipe trahit leur présence.

Buffel me parle de sa famille, de son filleul, de sa fille et aussi je crois... mais sa voix paraît s'éloigner... de plus en plus...

« Allez ! Voici la lumière matinale ! » Buffel me réveille d'un coup dans le côté.

Un peu étourdi, j'entr'ouvre les yeux ; je regarde. Il est 7 heures et le train est en gare de Malines.

« Demain matin, à cette heure, je serai bien à la maison », m'assure Buffel, qui ouvre la portière devant moi. « Allons au plaisir de nous revoir à Crefeld. Demandez après Buffel, tout le monde me connaît, je suis cuisinier. C'est le meilleur métier dans l'armée Belge. »

Quelques jours plus tard, nous retournâmes en Allemagne. Cologne était occupé par les Anglais. J'y jette un coup d'œil comme à Aix. Beaucoup de mouvement, et beaucoup de civils sympathisant avec les soldats.

Des bureaux de commerce y furent ouverts, les affaires commerciales y furent traitées bien vite par les Anglais et les Américains. De la Belgique arrivèrent également des marchands et ce mouvement commercial s'accrut au fur et à mesure de l'amélioration des moyens de communication. Les boutiques d'Aix furent presque vidées. On retournait au pays chargé de bagages autant que l'on savait porter. Ceci se pratiquait d'abord en secret, mais ne tarda pas à se faire publiquement sur une grande échelle.

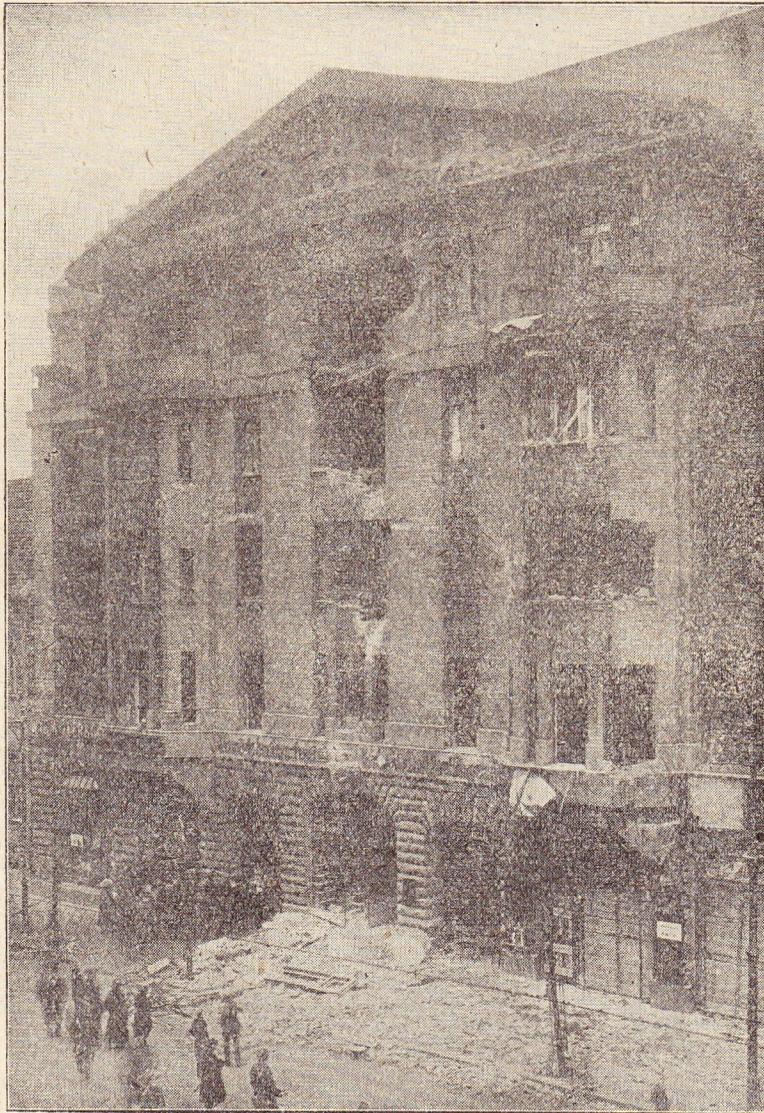
À Aix, on se serait cru parfois à une Bourse de mares. Le cours du change était la première occupation du jour. D'après lui on dirigeait ses affaires.

* * *

Encore quelques détails sur l'occupation.

Le 2 décembre, les Américains occupent Trèves. Leur entrée était très digne ; des journaux allemands reconnaissent que leur arrivée s'était faite d'une façon irréprochable. Cologne n'était pas encore occupée, la révolution y régnait ; les magasins y furent pillés et le bourgmestre demanda aux Anglais de hâter leur arrivée afin de rétablir l'ordre.

Qui aurait jamais pu supposer que pareille demande émanerait un jour de l'Allemagne.



Le bâtiment du journal « Vorwärts », à Berlin, après la prise par les troupes gouvernementales.

Le « Volkzeitung » publia une lettre pastorale qui devait être lu le 8 décembre dans toutes les églises. Cette lettre était adressée aux soldats :

« L'Allemagne vous reçoit avec la joie dans le cœur et les larmes dans les yeux. Notre espoir ne peut se réaliser, Dieu en a décidé autrement. Vous revenez non pas comme des vaincus, mais forcés d'abandonner le combat devant des forces supérieures. Votre honneur n'est pas entaché, et les générations futures proclameront vos actes. »

A Cologne, Trimborn, chef du parti catholique, on essaya de poser la base de la république Westphalienne indépendante de Berlin, toutefois faisant partie de l'empire. Une partie de l'opinion française était favorable à l'établissement de pareille république ; on travaillerait à cette fin lors de la conférence de la paix.

Des lanciers anglais apparurent à Cologne le 6 décembre. L'occupation se fit en ordre parfait.

Le bourgmestre déclara que toute la Rhénanie désapprouvait la conduite des Prussiens en Belgique, et que la région ne voulait plus être gouvernée par la Prusse.

Le « Kölnische Zeitung » écrivit que l'Allemagne devait réparer les dégâts causés en Belgique et en France.

A Dusseldorf, tous les industriels protestèrent contre la fondation de la république de Westphalie. Cette question politique de la plus grande importance devait amener beaucoup de discussions.

Le 9, Poincaré, Clémenceau, les ministres et les délégués de la Chambre, visitaient Metz puis Strasbourg. La visite officielle du président de la république à Strasbourg se fit avec grande solennité. A l'hôtel de ville, Poincaré prononça un discours dans lequel il dit entre autre :

« Le plébiscite est fait. L'Alsace ivre de joie s'est de nouveau jetée au cou de sa mère naturelle. »

Le 9 décembre — le même jour — les Français entraient à Mayence.

L'armée américaine atteignit le même jour le Rhin. Beaucoup d'employés de Metz demandaient à pouvoir continuer à remplir leurs fonctions ; les Français firent des enquêtes sérieuses sur leur origine et leurs familles. Les Alsaciens seuls pouvaient être maintenus à leur poste.

Le 10, Poincaré arriva à Colmar. S'adressant au maire il dit : « Nous sommes entrés dans la ville et nous ne partirons plus. »

De là, il se rendit à Mulhousen.

Le 11, Poincaré, Clémenceau et leurs compagnons de voyage retournaient à Paris.



Scheidemann.

Des plénipotentiaires Français et Allemands s'étaient réunis à Trèves pour signer une prolongation de l'armistice.

Un général allemand fut arrêté et enfermé à Metz. Il était accusé d'avoir laissé fusiller à Arlon, en août 1914, cent douze civils. Plus tard fut soulevée la question de son extradition qui n'eut jamais lieu.

Les Américains occupaient Coblenz le 11.

Un mot d'Eupen et de Malmédy. La restitution de ces cantons fut exigée par la Belgique parce qu'ils lui avaient été enlevés jadis en 1814-15-16. Dans le « Legerbode » nous lisons à ce sujet :

« Après la chute de Napoléon Ier, notre pays dut céder à la Prusse la rive droite de la Moselle, l'arrondissement de Bilbourg, les cantons de Saint-Vith, Malmédy, Schleyden, Cronembourg, Néau (Eupen), Rolduc et Nieder-Cruchten, ainsi que les anciennes enclaves de Roërdorf, Kerpen, Lommer-sum, Wiltingen, etc.

Dans le sud de cette contrée (bassin de la Warche, district de Malmédy et versant des Hautes-Fagnes) la population est foncièrement wallonne : au nord, à l'est et au sud, on parle le bas-allemand ; dans les districts d'Eupen et d'Aix-la-Chapelle il y a même encore quelques groupements flamands-limbourgeois.

Entre Eupen et Raeren, la campagne, merveilleuse, est parsemée de bouquets d'arbres abritant souvent des villas riantes ou des châteaux cossus.

A côté de quelques industries locales, les habitants s'occupent principalement de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation forestière.

Eupen (Néau), qui ne se trouve qu'à quelques kilomètres de l'ancienne frontière, est une petite ville calme, sillonnée par quelques voies de trams posées entre des rangées de maisons basses et propres, au-dessus desquelles émerge l'église.

qui ne présente non plus rien de particulier et dont l'intérieur rappelle ceux chantés par Verhaeren dans ses « Moines » :

Sous un pesant repos d'après-midi vermeil,
Les stalles, en vieux chêne éteint, sont alignées,
Et le jour traversant les fenêtres ignées,
Étala, au fond du chœur, des nattes de soleil.

La villette ne présente quelque animation que le dimanche. Alors — comme cela se passe dans nos villages et petites villes belges — à la sortie des offices religieux, les jeunes gens se massent sur la place de l'église pour assister au défilé des jeunes filles néautiennes, chaperonnées par leurs mères, les unes et les autres parées de leurs plus beaux atours.

Puis, les offices du soir terminés, la villette retombe dans sa calme solitude... jusqu'au dimanche prochain. »

Dans cette région s'étend le Hertogenwald.

Son incorporation fut également demandée en compensation des dégâts aux forêts belges.

La conférence de la paix aurait à prendre ces décisions.

Nous reviendrons sur cette question.

Nous aurons en effet à parler bientôt de la conférence de la paix.

Wilson, président des Etats-Unis, qui durant la guerre jouissait d'une grande influence, se rendit en Europe pour assister à la conférence.

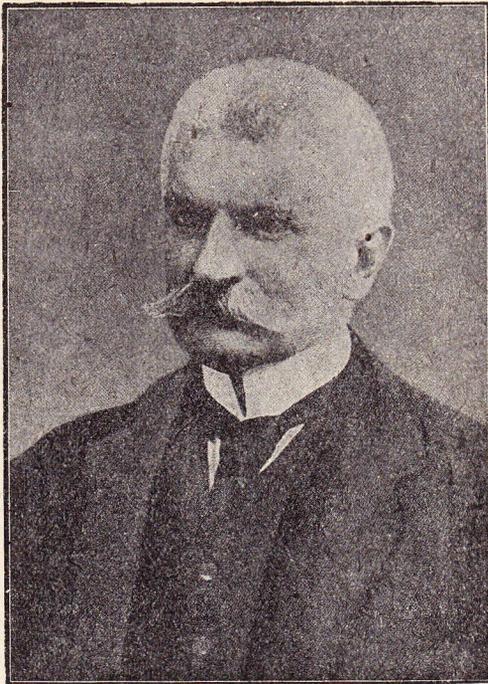
Il fit le voyage sur le « George Washington ».

C'était un événement remarquable et de grande importance que celui de voir un président des Etats-Unis passer la mer pour venir jouer un rôle dans la politique européenne. Le fait fut longuement discuté en Amérique.

Le président Wilson adressa le message suivant au congrès :

« Je profite de cette occasion pour annoncer au congrès mon intention de partir à Paris pour m'associer aux gouvernements qui ont fait la guerre contre les puissances centrales, avec l'intention de délibérer avec eux sur les stipulations principales de la paix. Je comprends l'inconvénient que résultera pour le pays de mon départ, surtout en ce moment. Mais, c'est pour moi un impérieux devoir de partir et j'espère que cette considération sera pour vous suffisante comme elle l'a été pour moi. Les gouvernements alliés ont accepté les conditions de paix que j'ai développé au congrès le 8 janvier. Les puissances centrales les ont acceptées également et elles désirent mes conseils personnels pour déterminer leur portée exacte et leur application. Il est de la plus haute importance de faire droit à ce désir, afin de garantir la réalisation du programme de notre gouvernement qui est de contribuer à la réglementation des affaires européennes dans un but désintéressé et d'amener par la paix le bonheur général de toutes les nations intéressées. Les décisions à prendre doivent accueillir l'accord de tous, elles sont d'une importance capitale, aussi bien pour nous que pour le reste du monde ; je ne connais aucune affaire ou un intérêt qui pourrait les dépasser. Les hommes héroïques de notre force de terre et de mer ont combattu avec abnégation pour les idéals, qu'il savaient être les idéals de leur pays. J'ai cru les exprimer. Ils ont été acceptés par les hommes d'Etat comme leurs propres pensées, leurs propres fins de guerre. Puisqu'il en est ainsi, je dois aux gouvernements associés l'obligation de veiller, pour autant que cela dépend de moi, qu'il n'en soit pas donné d'interprétation fautive ou injuste et que les efforts tentés pour les réaliser ne restent pas vains. »

Outre cette déclaration, il envoya une explication supplémentaire. Parlant de l'œuvre accomplie par les femmes durant la guerre, il concluait que le moins que l'on pourrait faire pour celle qui se sont montrées dignes des hommes, serait de leur oc-



Sonino, ministre italien

trouer des droits politiques. Parlant de la guerre, Wilson disait : « Voici assurée la victoire, pour laquelle nous avons tout sacrifié. Nous apporterons dans cette paix de l'ordre et de l'organisation non pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour tous les peuples du monde. Nous ne cherchons pas uniquement notre sûreté, mais la justice internationale. Pour l'obtenir, nous avons mobilisé toutes les ressources de l'industrie et des finances, mais l'armistice une fois signé, nous avons déposé les armes, nous avons mis à la disposition de la justice internationale tout ce qui était nécessaire pour continuer la guerre. »

Le président parla ensuite des besoins de la Belgique et du Nord de la France en disant : « que ce n'était pas uniquement l'argent qui pouvait les sauver ; même si ces pays avaient l'argent nécessaire ainsi que les matières premières, ils ne pourraient reprendre leur place dans l'industrie mondiale, attendu que les fabriques sont détruites et que beaucoup d'ouvriers sont tués. Leurs marchés seront pris par d'autres, si nous ne trouvons pas le moyen de les aider d'une façon particulière. J'espère que le congrès sera disposé à leur accorder en ce domaine les plus grands avantages. »

La dernière partie du message était donc pour notre pays de grande importance. Rien d'étonnant que l'arrivée de Wilson était attendue avec beaucoup d'intérêt. Quelques hommes clairvoyants doutaient cependant de voir ses idéals bien compris.

Wilson rencontra beaucoup de résistance aux Etats-Unis. Le sénateur Lodge en était l'âme; il avait rédigé un programme de paix en 21 articles: il exigeait le désarmement des puissances centrales, l'occupation du territoire ennemi jusqu'à paiement complet, rétablissement de l'ordre en Russie.

Le département d'Etat de Washington avait fait savoir aux puissances centrales qu'elles devaient dresser toutes les communications concernant les pourparlers aux gouvernements alliés et non pas aux gouvernements américains.

Une escadre française-anglaise-italienne alla saluer le président en mer et l'escorta au port de Brest.

Wilson visita sur le « George Washington », l'endroit où le « Lusitania » fut coulé en mai 1915.

Le « Temps » souligna le fait que ce fut la première fois qu'un président d'Amérique arrivait en Europe et débarquait sur le sol français.

« Chacun de nous », disait-il, riche ou pauvre, se représente Wilson venant s'asseoir à son foyer. »

Le président Wilson débarqua à Brest le 14. A une heure et quart retentit le premier coup de canon qui annonçait son arrivée. A ce moment apparut l'escadre; d'abord trente destroyers, puis le « Pennsylvania », le vice-amiral Mayo, commandant en chef de la flotte de la Méditerranée, puis le « George Washington », qui s'arrêta près du fort Toulleroch.

Le président reçut à bord les ministres conduits par Pichon.

Cinquante vaisseaux américains, anglais, français, escortaient le « Washington ».

A une heure et demie il entra dans le port de commerce, salué par le tonnerre des canons, le sifflement des sirènes, la clameur de la foule.

Le remorqueur « Pas de Calais » amena Wilson au quai, le président traversa la ville en auto.

Le 14 décembre il arriva à Paris. Ici aussi retentit le bruit du canon et se manifesta l'enthousiasme du peuple; Une grande manifestation militaire eut lieu. Au déjeuner, offert par le président Poincaré, le président de la République Française dit entre autres : « Vous pourrez à votre tour, monsieur le président, vous convaincre de vos propres yeux combien sont étendus les dégâts causés par les Allemands ; le gouvernement Français vous communiquera à cet effet, des documents authentiques, dans lesquels l'Etat major allemand avec un cynisme incroyable, développait son programme de destruction et de pillage. Votre noble conscience appréciera ces actes honteux.

Si de tels actes restaient sans punition, s'il était possible qu'ils pussent encore se reproduire dans l'avenir, les plus brillantes victoires deviendraient stériles, Monsieur le Président, la France a combattu, souffert, attendu durant quatre années; elle a saigné de toutes ses veines ; elle a perdu la fleur de ses enfants, elle en porte le deuil. La France souhaite aujourd'hui une paix de justice et de sécurité...

Notre idéal commun a triomphé. Nous avons défendu ensemble les principes libérés de la société. Nous devons ensemble édifier une paix qui rend impossible l'esprit de conquête et l'action d'organisations oppressantes. »

Le Président Wilson répondit entre autres :

« Je sais que la vue des ruines accumulées par les armées des puissances centrales m'inspirera la même indignation profonde que celle dont elles remplissent le cœur de la population Belge et Française. D'accord avec vous, j'estime qu'il est nécessaire de prendre à la réglementation de la paix des dispositions telles que les actes d'incendies et de pillages seront non seulement flétris, mais que toute l'humanité reste avertie qu'aucun peuple ne pourra à l'avenir se rendre coupable de pareils crimes sans avoir la certitude d'être puni en conséquence... »

Notre roi avait envoyé au Président une invitation de venir à Bruxelles.

Wilson recut le télégramme en pleine mer.

Le président pria l'ambassadeur Belge à Paris de remercier le Roi pour cette aimable invitation et de lui dire en même temps qu'il acceptait volontiers.

Wilson accorda quelques interviews à Paris.

Il parla de la conférence de Vienne, après la chute de Napoléon et montra que ce congrès était composé de maîtres.

Le congrès actuel serait composé par des serviteurs du peuple.

LA SITUATION DANS NOTRE PAYS

LE COURS DE NOTRE ARGENT. — RATIONNEMENT. — GREVES. — VIE CHERE. — LE COMMERCE REGLEMENTE. — DEMOBILISATION. — LES VOYAGES. — RETABLISSEMENT DES CHEMINS DE FER. — RETOUR DES EVACUES ET DES PRISONNIERS DE GUERRE. — HOMMAGE A HOOVER. — DE VILLALOBAR. — VAN VOLLENHOVEN. — BRAND WHITLOCK. — LE ROI A PARIS, A MALINES, A MONS, A ARLON, A TIRLEMONT, A DINANT, A HASSELT, EN ALLEMAGNE OCCUPEE. — LE ROI D'ITALIE EN BELGIQUE. — LE FLEAU DES MUNITIONS. — CATASTROPHES A ATH ET A QUATRECHT.

Il sera intéressant de jeter à nouveau un coup d'œil dans notre propre pays : les générations futures apprendront volontiers comment les choses se passèrent ici après la libération. La Belgique traversait une crise terrible, la vie était très chère, la valeur du franc baissait continuellement. Nous souffrions de la circulation monnaie de papier, de l'arrêt du commerce, de l'exportation principalement. A l'étranger nous nous heurtions pour nos achats à des cours très élevés. Il y eut des époques où le florin valait six francs, la livre anglaise soixante francs, le dollar dix-huit.

Le commerce était impossible. Le gouvernement voulut aussi prévenir les spéculations.

Le ministère de ravitaillement règlementait l'approvisionnement. Le gouvernement s'imposa de grandes pertes pour pouvoir livrer le pain à 1.25 fr. Le ministère institua des frigorifères pour procurer à la population des viandes congelées. Il acheta du grain aux Etats-Unis, du beurre au Danemark et en Hollande, des pommes de terre en Hollande, fixa des prix pour la vente des produits nationaux. Tout ceci ne se fit pas sans heurts. La vie chère engendra beaucoup de mécontentement. Des grèves des chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones, de tramways, éclatèrent dans différentes villes et dans différents métiers.

Le gouvernement accorda des indemnités de vie chère, aide aux familles nombreuses, établit dans les services publics la journée de huit heures.

La censure politique des journaux fut supprimée le 21 décembre. Celle-ci avait consisté à Bruxelles à envoyer au département de la guerre un numéro de l'édition. Son mode d'action différait de ville à ville.

Le gouvernement montra par cette suppression qu'il voulait retourner à des situations normales.

La démobilisation se fit en même temps que le rappel des classes depuis 1914.

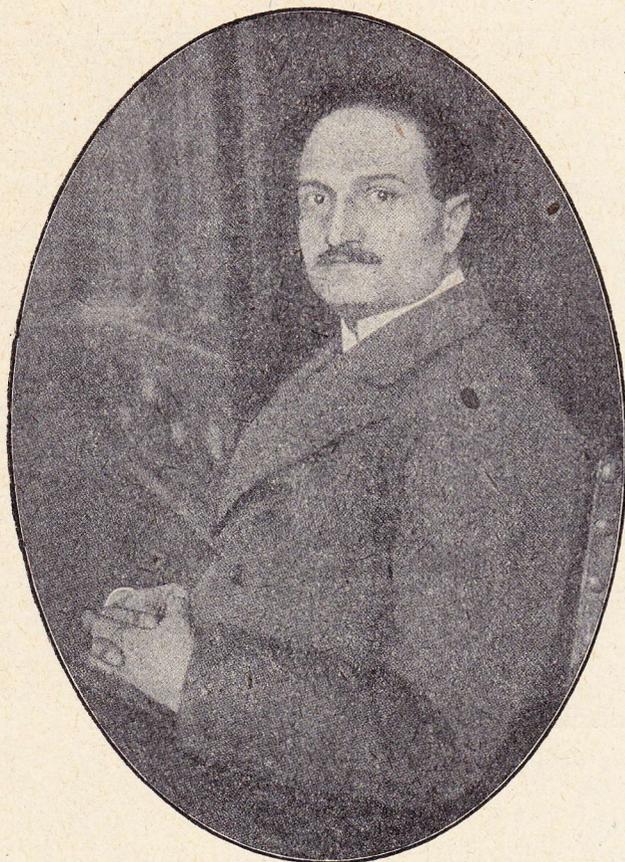
Les communications des chemins de fer durent être rétablies. A ce propos, un journal écrit :

« Des personnes qui se sont trouvés dans l'obligation absolue de se rendre à Gand, nous communiquent combien ce voyage est difficile et pénible. Pour les unes le voyage durant 24 heures, pour les autres 36. Le train avance avec une lenteur désespérante, il y a manque absolu de confort ; les déraillements ne sont pas rares ; les portières sont souvent privées de carreaux ; les wagons sont bondés, dans les compartiments de 8 places s'entassent 25 personnes. Il se produit des scènes navrantes ; des enfants pleurent de faim, de soif, de froid ; des femmes faiblissent. Le train s'arrête parfois pendant des heures en rase campagne. »

Nous croyons qu'il est pénible aux évacués de ne pas pouvoir retourner chez eux ; mais il n'est pas à leur conseiller de vouloir faire le trajet en chemin de fer.

Les civils n'avaient accès aux trains que pour autant qu'il y avait de places disponibles.

Beaucoup de vicinaux étaient détruits par les Allemands. Les ponts avaient été dynamités.



Ludwig Frank, social-démocrate, député du Reichstag allemand,

Wilson visita l'Angleterre, à la Noël, il y fut reçu avec enthousiasme.

Le deuxième jour de Noël il fut reçu à Londres. Jamais les rues n'avaient été pavoisées de telle façon. De Charing Cross station jusqu'au Buckinghampalace se dressait une suite d'arcs de triomphe. Une foule immense était accourue et acclamait le président.

Au dîner au Buckinghampalace le roi George V dit au président :

« Vous venez nous aider à réparer les Etats nouveaux sur les ruines de ceux qui se sont effondrés par la guerre. »

Wilson répondit :

« Nous avons prononcé de grands mots : Droit, justice et nous devons montrer maintenant que nous en comprenons la signification et comment il faut les appliquer dans les dispositions qui couronneront cette guerre »

Lord Robert Cecil communique au «Times» un programme sur la Société des Nations, l'idéal du président. Cette société serait une cour permanente pour garantir la justice et le droit dans le monde.

Wilson quitta l'Angleterre le 31 décembre. Il adressa au peuple anglais les mots suivants :

« En quittant l'Angleterre le Président et Mme Wilson expriment leur satisfaction de l'accueil cordial que leur a réservé le peuple. »

Le président exprime aussi la satisfaction qu'il a éprouvée en constatant combien les buts et les sentiments Anglais s'harmonisaient avec les buts et les sentiments Américains. »

Entretiens on avait signé à Trèves une prolongation de l'armistice. Il fut décidé que les alliés pouvaient occuper la zone sur la rive droite à cause des troubles provoqués par les Spartakistes.



Randonnée d'inspection de la Reine de Hollande dans le Noord-Brabant, pendant la retraite des Allemands

L'administration des chemins de fer fit diligence : la situation s'améliora rapidement.

De grandes catastrophes se produisirent à cette époque entre autres le 5 décembre :

« On sait que les Allemands en exécution des conditions de l'armistice étaient obligés de préciser les endroits où ils avaient posé des mines sur les voies publiques et les chemins de fer Belges.

Ils y consentirent, mais restant fidèles à leur mauvaise foi ils oublièrent dans la liste d'en indiquer un grand nombre.

L'une de ces mines a occasionné hier une catastrophe épouvantable dans la gare de Wetteren. Des charbons rouges étaient tombés du foyer d'une locomotive et avaient allumé les cendres qui se trouvent entre les rails. Par malheur une bombe dissimulée à cet endroit fit explosion. Une dizaine de personnes furent tuées, plusieurs autres furent blessées.

Les dégâts matériels sont grands.»

Le récit de pareils malheurs se succédaient à intervalles très brefs. Les locomotives abandonnées par les Allemands étaient usées ; on peut en dire autant des wagons. L'occupant avait changé tous les signaux.

Nous devons tirer profit de cet état de chose le mieux possible. Notre situation était, cependant meilleure à ce point de vue que celle de bien d'autre pays.

Les évacués souhaitaient naturellement de regagner le plus vite possible leur région. La chose était quasi impossible pour la plupart des West-flamands. L'accès des villes situées à proximité du front était fort difficile ; néanmoins pour ceux qui s'étaient réfugiés à l'intérieur du pays furent organisés quelques trains.

Le voyage vers Menin, Roulers, étaient extrêmement fatigants, parfois aussi il y eut des méprises incompréhensibles. A ce propos nous lisons :

«Beaucoup d'évacués de Menin et d'Halluin étaient réunis à Londerzeel pour entreprendre le voyage du retour, oui, devait s'effectuer par Adinkerke, Hazebrouck et Lille.

Trajet très long, fatigant pour les femmes et pour les enfants. Le soir tombe, le train roule toujours, les voyageurs dorment pour la plupart. Il n'y avait pas lieu de mentionner les gares traversées en cours de route car les voyageurs ont même destination.

Le matin au réveil, le convoi s'arrête dans un pays complètement inconnu, à 400 km. au delà de Paris !»

Ce triste état de choses dura plusieurs mois. Nous pouvions encore écrire au mois de mars 1919 :

« Le train de Malines entre en gare à Alost. Le vent froid de mars pénètre par des ouvertures béantes dans tous les abris et sur le quai.

Des hommes, des femmes, des enfants descendent. Quelques uns sont bien habillés, mais la plupart ont l'aspect minable. Ils traversent les sous-sols et attendent le train Bruxelles-Bruges.

Ils grelottent de froid, dans leur habits usés, ils resserrent une ceinture, boutonnent leur veston, tapent des pieds, se promènent pour se réchauffer.

Ils arrivent de Buggenhout et des environs, et se dirigent vers Roulers, Rumbeke, Beitem, vers la Flandre dévastée.

Des employés de l'Etat mettent en ordre deux wagons qui contiennent leur pauvres bagages. Quelques uns regardent du haut viaduc vers la ville qui s'étend là dans le calme.

Les Alostois durent fuir en 1914. Ils vinrent de notre côté, dit l'un d'eux.

— En 1918 c'était notre tour. Notre pays est sac-cagé, nous avons plus de dégâts à réparer qu'il y en a ici à Alost.

— Avez-vous une maison ?

— Une maison, si cela peut encore s'appeler une maison... J'ai arrangé un mur, bouché les croisées avec des planches.

— Et vous ?

— La mienne est rasée. Je vais m'établir chez mon beau-frère, jusqu'à ce que j'aurai construit une baraque.

Chacun pose la question à son voisin :

— En quel état est votre maison ? Bien peu ont été épargnées en effet.